

<http://www.ujfp.org/spip.php?article4533>



De l'état d'urgence à l'état d'exception constitutionnalisé

- L'UJFP en action - Les plumes de l'UJFP -



Date de mise en ligne : vendredi 20 novembre 2015

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Le président de la République l'a déclaré devant le Congrès à Versailles : « *La France est en guerre* ».

Conséquence, après l'annonce que « *l'état d'urgence* » est prorogé de 12 jours à 3 mois, il demande aux élus, députés et sénateurs, de voter au pas de charge l'état d'urgence pour 3 mois et d'inscrire au plus vite, ce mercredi 18 novembre 2015, l'état d'exception dans la Constitution de la Ve République. Seuls six députés s'y sont opposés !

Un coup d'État « légal ».

Sans remonter au 18 Brumaire, en 1940, c'est la défaite militaire qui a permis à Pétain d'installer le régime de Vichy. En 1958, c'est sous la pression de l'armée et des putschistes en Algérie que le général de Gaulle a pris le pouvoir.

Libertés ou sécurité ?

En 2015, ce sont les attentats de Paris, qui, au nom de la sûreté des citoyens tétanisés, servent de prétexte à l'instauration d'un État sécuritaire où les libertés démocratiques sont annihilées.

On en a déjà un avant-goût : police et armée omniprésentes, interdiction des rassemblements, rétention administrative, perquisitions nocturnes sans autorisation d'un juge, contrôle renforcé des frontières, surveillance des médias, etc. Nous ne sommes déjà plus en démocratie même si, pour la forme, les élections sont pour le moment maintenues.

Des pans entiers du programme de la droite dure et du Front national sont repris par François Hollande, assignation à résidence, perquisitions administratives, déchéance de la nationalité française de binationaux, mêmes nés en France, bracelets électroniques pour des suspects, mobilisation des réservistes, extension de la « légitime défense » des policiers. Marine Le Pen n'a pas besoin de venir au pouvoir, avec Hollande, Valls, Cazeneuve, elle y est déjà. Elle s'est d'ailleurs portée candidate au poste de premier ministre de Hollande.

A une autre époque, des centaines de milliers de manifestants seraient déjà dans la rue à l'appel des organisations démocratiques. Or, chacun peut constater qu'à l'exception de communiqués de presse, il ne se passe presque rien à la hauteur du danger imminent. Et dans les villes et les campagnes, en apparence, un mois avant Noël, la vie d'avant continue, comme si les gens se mettaient la tête dans le sable en poursuivant le culte de la marchandise.

Pourtant, il n'y a pas de temps à perdre ! Des manifestations sont annoncées à l'appel de ceux qui n'ont pas capitulé, comme à Toulouse le 21 novembre. Des organisations de la vraie gauche préparent un début de riposte.

Le danger est grand. Déjà on voit que sous le prétexte d'assurer la sécurité des citoyens, se met en place un régime militaro-policiier, un nouveau totalitarisme qui prend appui sur la sidération, la peur et la servitude volontaire.

Il est encore temps de se lever, de dire non, de sortir de nos logements pour affirmer dans l'espace public notre attachement aux libertés démocratiques et notre volonté de conserver les acquis sociaux d'un siècle de combats.